

*G. Stille*

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

CP/DC

N° A.96 - 63

21-10-1996



23 OCT. 1996

ARRETE préfectoral autorisant la S.A. D'HAUSSY Imprimeurs à exploiter une imprimerie à LINSELLES.

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,  
PREFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

*abney*  
*AP 05/11/97*

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application n° 93.742 et n° 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la S.A. D'HAUSSY Imprimeurs - siège social : 66, rue de Bradford - B.P. 255 - 59335 TOURCOING CEDEX - en vue d'être autorisée à exploiter une imprimerie 1, rue de l'Avenir, ZAC de la Vignette à LINSELLES (59126) ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette requête ;

VU les arrêtés préfectoraux des 12 février 1996 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 4 mars au 4 avril 1996 inclus et 27 mars 1996 prolongeant celle-ci jusqu'au 18 avril 1996 ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du conseil municipal de LINSELLES ;

VU l'avis de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord-Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 16 octobre 1996 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

## ARRETE

### TITRE I - CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1 - OBJET -

##### 1.1 Activités autorisées

La S.A D'HAUSSY Imprimeurs, dont le Siège Social est situé 1 Rue de l'Avenir - Z.A.C de la Vignette - 59126 LINSELLES, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent Arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Linselles, les installations suivantes visées par la Nomenclature des Installations Classées :

<b>LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>CLASSEMENT A - D OU NC</b>
<i>Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur papier, carton ou autre support, lorsque la technologie employée est de type Offset utilisant des rotatives avec séchage thermique</i> * 2 rotatives 30 000t/h, 4 couleurs * 1 rotative 35 000t/h, 5 couleurs	2450-1	A
<i>Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 10<sup>5</sup> Pa et ne comprimant ou n'utilisant ni fluide inflammable, ni fluide toxique, lorsque la puissance absorbée est supérieure à 500 kW</i> * Un local air comprimé comprenant 5 compresseurs pour une puissance absorbée totale de 104 kW ; * Un local de production d'eau glacée abritant 3 groupes frigorifiques utilisant du fréon R 22 et représentant une puissance absorbée totale de 400 kW ; * 3 groupes de réfrigération utilisant du fréon R 22 pour les sècheurs d'air et représentant une puissance absorbée totale de 7,5 kW ; * Climatiseurs utilisant du fréon R 22 et représentant une puissance absorbée globale de 65 kW Puissance absorbée totale : 576,5 kW	2920-2 a	A

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	CLASSEMENT A - D OU NC
<p><i>Dépôts aériens de liquides inflammables dont la capacité totale est supérieure à 10m<sup>3</sup> mais inférieure à 100m<sup>3</sup></i></p> <p>* 3m<sup>3</sup> d'alcool isopropylique (1ère catégorie) ;</p> <p>* Produits de nettoyage en fûts de 200 l : 1,2m<sup>3</sup> (1ère catégorie) ;</p> <p>* Encres grattables et solvant de dilution : 1,2m<sup>3</sup> (1ère catégorie) ;</p> <p>* 1 cuve aérienne de fioul domestique de 40m<sup>3</sup></p> <p><math>C = 3 + 1,2 + 1,2 + 40/5 = 13,4m^3</math></p>	253/1430	D
<p><i>Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues lorsque la quantité de matériaux stockés à l'intérieur de l'Etablissement est supérieure à 1 000m<sup>3</sup> mais inférieure à 20 000m<sup>3</sup></i></p> <p>Dépôt de 3 520m<sup>3</sup> de papier :</p> <p>* Matières premières : 2 000m<sup>3</sup></p> <p>* Semi-finis : 600m<sup>3</sup></p> <p>* Produits finis : 600m<sup>3</sup></p> <p>* Emballages : 320m<sup>3</sup></p>	1530-2	D
<p><i>Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur papier, carton ou autre support lorsque la technologie employée est la flexographie et si la quantité totale de produit consommé pour revêtir le support est supérieure à 50kg/j mais inférieure à 200kg/j</i></p> <p>* Encres grattables maximales : 20kg/j</p> <p>* Vernis maximaux : 40kg/j</p>	2450-2 b	D
<p><i>Installation de combustion fonctionnant exclusivement au gaz naturel ou au fioul domestique lorsque la puissance thermique maximale de l'installation est comprise entre 2 MW et 20 MW</i></p> <p>* 1 four de séchage par ligne d'impression au G.N (2 x 1,08 + 1 x 1,095) : 3,255 MW</p> <p>* 1 four de séchage de l'encre grattable au G.N : 0,2 MW</p> <p>* 1 four d'incinération de solvants (épuration) au G.N : 1,125 MW</p> <p>* 2 chaudières eau chaude au G.N : 1,2 MW</p> <p>* 1 groupe électrogène au fioul domestique : 1,6 MW</p> <hr/> <p>Total : 7,38 MW</p>	2910 A 2	D

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	CLASSEMENT A - D ou NC
<i>Atelier de charge d'accumulateurs lorsque la puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 10 kW</i> 6 postes de charge pour un total de 15,72 kW	2925	D
<i>Application d'encre (contenant moins de 10% de solvant organique) sur support quelconque (papiers, cartons, ...) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé et lorsque la quantité maximale de produit susceptible d'être utilisé est supérieure à 10kg/j mais inférieure à 100kg/j</i> * Têtes de personnalisation par jet d'encres (phase aqueuse) ; * Quantité maximale : 40kg/j	2940-2 b	D
<i>Traitement et développement de surfaces photosensibles à base argentique lorsque la surface annuelle traitée est supérieure à 5 000m<sup>2</sup> mais inférieure à 50 000m<sup>2</sup> (photographie)</i> Surface moyenne traitée : 7 000m <sup>2</sup> /an	2950-2 b	D
<i>Dépôt de papiers usés ou souillés lorsque la quantité emmagasinée est inférieure à 50t</i> Quantité maximale stockée : 45t	329	NC
<i>Emploi et stockage d'oxygène lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 2t</i> 1 bouteille de 15kg	1220	NC
<i>Stockage ou emploi de l'acétylène lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 100kg</i> 1 bouteille de 7kg	1418	NC
<i>Travail mécanique des métaux et alliages lorsque la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est inférieure à 50 kW</i> Puissance : 30 kW	2560	NC
<i>Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc, par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés lorsque les procédés utilisent des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium) et lorsque le volume des cuves de traitement de mise en oeuvre est inférieur ou égal à 200 l</i>	2565-2	NC

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	CLASSEMENT A - D OU NC
<i>Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression lorsque la quantité de matières susceptibles d'être traitées est inférieure à 1t/j</i> * Application de colle (à base de caoutchouc) à chaud sur le matériel de façonnage ; * Température d'application : 180°C * Pression : 12 à 30 bar * Quantité maximale journalière : 20kg/j	2661-1	NC
<i>Stockage de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques, polyoléfines (polyéthylène, polypropylène et copolymère associés), polystyrène, polyester, polycarbonates, caoutchoucs et élastomères (à l'exclusion des caoutchoucs et élastomères halogénés ou azotés) lorsque le volume est inférieur à 100m<sup>3</sup></i> Stockage maximal : 80m <sup>3</sup>	2662-1	NC

Par ailleurs, le présent Arrêté vaut récépissé de déclaration pour le rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles lorsque la surface totale desservie est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha :

- \* Bâtiments : 10 980m<sup>2</sup>
- \* Voiries imperméables : 2 550m<sup>2</sup>
- Total : 1,353 ha

## 1.2 Installations soumises à DECLARATION

Le présent Arrêté vaut récépissé de déclaration pour les Installations Classées, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION -

### 2.1 Plans et documents de référence

Sous réserve du respect des prescriptions du présent Arrêté, l'Etablissement est situé et exploité conformément aux plans et documents suivants :

- \* Etat descriptif : Dossier du 22 Décembre 1995 ;
- \* Plan de localisation géographique au 1/25 000 du 20 Décembre 1995 ;
- \* Plan de situation au 1/2 000 du 20 Décembre 1995 ;
- \* Plan de masse au 1/500 du 27 Décembre 1995 ;
- \* Vue d'ensemble au 1/100 du 27 Décembre 1995.

## 2.2 Intégration dans le paysage

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'Etablissement, placés sous le contrôle de l'Exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

## 2.3 Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent Arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'Exploitant.

## 2.4 Contrôles inopinés

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'Entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'Exploitant.

# TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

## ARTICLE 3 - PRELEVEMENTS D'EAU -

### 3.1 Origine de l'eau

L'eau utilisée par l'Entreprise provient du réseau de distribution public, pour un volume annuel d'environ 3 000m<sup>3</sup>.

### 3.2 Limitation de la consommation d'eau

Les installations de prélèvements d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Le relevé des volumes prélevés doit être hebdomadaire.

Ces informations sont inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **3.3 Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public.

## **ARTICLE 4 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES –**

### **4.1 Canalisations de transports de fluides**

#### **4.1.1**

Les canalisations de transports de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

#### **4.1.2**

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transports de fluides dangereux à l'intérieur de l'Etablissement doivent être aériennes.

#### **4.1.3**

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

#### **4.1.4**

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2 Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'Exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'incendie et de secours.

### 4.3 Réservoirs

#### 4.3.1

Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- \* Si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5cm d'eau ;
- \* Si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
  - Porter l'indication de la pression maximale autorisée en service ;
  - Etre munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

#### 4.3.2

Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

#### 4.3.3

Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

#### 4.3.4

Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

### 4.4 Cuvettes de rétention

#### 4.4.1

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- \* 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- \* 50% de la capacité globale des réservoirs associés.



#### 4.4.2

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 l, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- \* Dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;
- \* Dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 l (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l).

#### 4.4.3

Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'incident ne doivent pas être rejetés mais doivent être éliminés comme un déchet.

#### 4.4.4

L'étanchéité du réservoir associé à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

#### 4.4.5

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

#### 4.4.6

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des rétentions d'un volume suffisant qui devront être maintenues vides dès qu'elles auront été utilisées. Leur vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de leur contenu.

#### 4.4.7

Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

#### **4.5 Liquides dangereux**

Ils doivent être identifiés par les étiquettes réglementaires incluant le numéro matière.

A proximité des dépôts doit être disposé un absorbant inerte apte à absorber le double du volume pouvant se répandre hors d'un récipient.

### **ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS -**

#### **5.1 Réseaux de collecte**

##### **5.1.1**

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

##### **5.1.2**

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

##### **5.1.3**

En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent Arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

##### **5.1.4**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **5.2 Bassin de confinement**

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un ou plusieurs bassins de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes. Le volume minimal de rétention est de 800m<sup>3</sup>.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

## ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES EFFLUENTS –

### **6.1 Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent Arrêté.

### **6.2 Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **6.3 Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **6.4 Dysfonctionnement des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent Arrêté, l'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

## ARTICLE 7 – REJETS –

### **7.1 Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'Etablissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### **7.2 Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la nappe d'eaux souterraines, est interdit.

### **7.3 Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- \* De matières flottantes ;
- \* De produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- \* De tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- \* Ils ne doivent pas comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ;
- \* Ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

### **7.4 Identification des effluents**

L'Etablissement possède trois points de rejets pour ses eaux résiduelles :

- \* Un pour les eaux pluviales ;
- \* Un pour les eaux domestiques ;
- \* Un pour les eaux industrielles (purges de déconcentration du réseau de refroidissement, régénération de l'adoucisseur d'eau, rinçage des plaques, production d'eau osmosée).

Ces trois rejets rejoignent le réseau d'assainissement urbain de la zone puis la Becque et enfin la Lys sans passage en station d'épuration urbaine.

L'Exploitant est tenu d'établir avec le gestionnaire du réseau une convention de raccordement.

Les documents issus de cette demande seront communiqués à l'Inspection des Installations Classées.

## **ARTICLE 8 – VALEURS LIMITES DE REJET –**

### **8.1 Eaux exclusivement pluviales**

Les eaux pluviales de toiture peuvent être rejetées sans traitement spécifique si leur qualité respecte les normes définies ci-après.

Les eaux de ruissellement de parking et d'aires d'évolution doivent être recueillies et traitées, si nécessaire, afin que le rejet respecte, avant toute dilution, les normes définies ci-après:

Paramètres	Concentrations maximales (En mg/l)	Méthode de mesure
MeS	70 30	N.F.T. 90105
DCO	120 30	N.F.T. 90101
DBO <sub>5</sub>	40 25	N.F.T. 90103
Azote global	15 10	N.F.T. 90110 N.F.T. 90013 N.F.T. 90012
Métaux	10	N.F.T. 90112
Phosphore	2	N.F.T. 90023
Hydrocarbures totaux	10	N.F.T. 90114
Matières grasses	10	Extraction à l'éther de pétrole

En outre, le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 et la température n'excédera pas 30°C.

## 8.2 Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

## 8.3 Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

## 8.4 Eaux industrielles

Les eaux industrielles issues de la régénération des adoucisseurs, des essais de robinets d'incendie armés, de la production d'eau osmosée et du rinçage du développement des plaques doivent être traitées, le cas échéant, avant rejet au milieu naturel afin de répondre aux normes définies à l'article 8.1.

## 8.5 Autres eaux

Les bains de traitement des films, les eaux de nettoyage des machines, les eaux de rinçage issues du développement des films et les eaux de nettoyage des cartes électroniques doivent être traités comme un déchet et éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

## ARTICLE 9 – POINTS DE PRELEVEMENTS –

Sur chaque ouvrage de rejets d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des eaux.

## ARTICLE 10 – CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES –

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'Etablissement, l'Exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

1. La toxicité et les effets des produits rejetés ;
2. Leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
3. La définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
4. Les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;
5. Les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
6. Les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'Exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des Services chargés de la Police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## TITRE III - AIR

### ARTICLE 11 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

#### 11.1 Dispositions générales

##### 11.1.1

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent Arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'Etablissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'Environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

##### 11.1.2 Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'Etablissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

##### 11.1.3 Voies de circulation

L'Exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- \* Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- \* Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- \* Les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- \* Des écrans de végétation doivent être prévus ;
- \* Le stockage des déchets (en particulier matières plastiques, textiles, papiers et cartons) doit être réalisé afin d'éviter tout envoi possible de ces déchets.

#### 11.1.4 Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent Arrêté.

#### 11.2 Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

#### 11.3 Traitement des rejets atmosphériques

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'Exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être contrôlés périodiquement et si besoin est en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

#### 11.4 Générateurs thermiques

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.



#### 11.4.1 Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

L'Entreprise exploite deux générateurs à eau chaude fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique globale de 1,2 MW (0,6 x 2) et un groupe électrogène fonctionnant au fioul domestique d'une puissance thermique maximale de 1,6 MW.

#### 11.4.2 Cheminées

Chaque cheminée, qui doit satisfaire à l'Arrêté Ministériel du 20 Juin 1975, présente les caractéristiques suivantes :

##### Générateurs eau chaude

- \* Hauteur : 13,5m
- \* Diamètre : 0,35m
- \* Débit nominal : 735 Nm<sup>3</sup>/h
- \* Vitesse minimale d'éjection : 2m/s

##### Groupe électrogène

- \* Hauteur : 12m
- \* Diamètre : 0,35m
- \* Débit nominal : 2 000 Nm<sup>3</sup>/h
- \* Vitesse minimale d'éjection : 5m/s

#### 11.5 Autres installations de combustion (reproduction graphique)

Les installations sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 1er Mars 1993.

##### 11.5.1 Constitution des installations

	Puissance en MW	Combustible	Observations
Four de séchage Rotative 4 couleurs n°1 : Générateur n°1	1,08	Gaz naturel	Les COV issus du séchage sont collectés vers l'incinérateur
Four de séchage Rotative 4 couleurs n°2 : Générateur n°2	1,08	Gaz naturel	"
Four de séchage Rotative 5 couleurs : Générateur n°3	1,095	Gaz naturel	"
Four de séchage de l'encre grattable : Générateur n°4	0,2	Gaz naturel	
Incinérateur de solvant (épuration) : Générateur n°5	1,125	Gaz naturel/ Composés organiques volatils	

### 11.5.2 Cheminées

Elles doivent satisfaire notamment à l'Arrêté Ministériel du 1er Mars 1993.

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse d'éjection minimale en m/s
Conduit n°1	10,5	0,35	1	2 700	5
Conduit n°2	10,5	0,35	2	2 700	5
Conduit n°3	10,5	0,35	3	3 200	5
Conduit n°4	10,5	0,35	4	3 500	5
Conduit n°5	12	0,4	5	12 100	5

### 11.5.3 Valeurs limites de rejet

#### 11.5.3.1 Rejet de l'incinérateur

Les gaz issus de l'incinérateur de solvant (épuration) doivent respecter les valeurs suivantes :

- \* COV (exprimés en équivalent méthane) : 20mg/Nm<sup>3</sup> (NFX 43025)
- \* CO : 100mg/Nm<sup>3</sup> (NFX 43012)
- \* NOx : 200mg/Nm<sup>3</sup> (NFX 43018)

Ces valeurs correspondent aux conditions suivantes :

- \* Gaz sec
- \* Température : 273 Kelvin
- \* Pression : 101,3 kilopascal
- \* 18 % d'O<sub>2</sub>

Le flux de composés organiques volatils est, par ailleurs, limité de la manière suivante :

- \* 0,25kg/h
- \* 5,8 kg/j
- \* 215kg/an

1150

### 11.5.3.2 Encres grattables

Les gaz issus du four de séchage des encres grattables doivent respecter les valeurs suivantes :

- \* C.O.V : 100mg/Nm<sup>3</sup>
- \* CO : 100mg/Nm<sup>3</sup>
- \* NOx : 200mg/Nm<sup>3</sup>

Les normes et conditions de référence sont celles définies à l'article 11.5.3.1.

Le flux de C.O.V est, par ailleurs, limité de la manière suivante :

- \* 0,35kg/h
- \* 8,4 kg/j
- \* 312kg/an

3120

## 11.6 Contrôles

### 11.6.1 Bilan des rejets atmosphériques bruts des machines d'impression

L'Exploitant établit pour chacun des rejets un bilan annuel des émissions polluantes brutes basé sur la consommation des encres qui sera communiqué à l'Inspection des Installations Classées. Les paramètres suivants doivent être précisés :

- \* Repère du rejet ;
- \* Débit moyen des gaz rejetés ;
- \* Temps de fonctionnement du four ;
- \* Tonnage de production concernée ;
- \* Tonnage d'encres consommées ;
- \* % de solvant des encres concernées ;
- \* Evaluation des rejets bruts de composés organiques volatils ;
- \* Evaluation des rejets nets de composés organiques volatils (après traitement).

### 11.6.2 Contrôles périodiques à l'émission

L'Exploitant doit faire procéder, à ses frais, à une vérification annuelle de ses rejets issus de l'installation de traitement de composés organiques volatils par un organisme indépendant. Un premier contrôle doit être réalisé au plus tard deux mois après le démarrage de l'installation de traitement des composés organiques volatils (démarrage de l'unité de production).

Cette vérification porte sur les paramètres de la combustion, le débit de gaz rejetés et la teneur en hydrocarbures, CO et NOx, dans les conditions précisées à l'article 11.5.3.

L'Inspection des Installations Classées peut demander, lorsqu'il le juge nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires.

### 11.6.3 Autosurveillance

L'Exploitant doit réaliser une autosurveillance portant sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. Il doit s'assurer notamment de leur efficacité et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilations ainsi que du bon état des systèmes d'épuration éventuels.

### 11.6.4 Contrôle de l'impact sur l'Environnement

A la demande de l'Inspection des Installations Classées, des appareils de contrôle de la pollution atmosphérique pourront être installés et exploités par l'Industriel dans l'environnement de l'Etablissement. Le nombre, le type d'appareils, leur emplacement et leur mode d'exploitation seront déterminés en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

### 11.6.5 Transmission des résultats

Les bilans des contrôles de pollution atmosphérique définis ci-dessus relatifs à l'année N sont transmis à l'Inspection des Installations Classées avant le 31 Janvier de l'année N + 1.

## 11.7 Emissions diffuses – Ambiance des ateliers

Les ateliers doivent être ventilés en permanence, l'Exploitant devant pouvoir attester de l'innocuité de l'atmosphère ambiante.

Les rejets doivent être canalisés tel que le voisinage ne soit pas incommodé.

## 11.8 Traitement des déchets de papiers

Les dispositifs d'aspiration des chutes de papiers, de broyage, de compactage et de chargement des bennes à papier sont conçus pour limiter au maximum les envois.

La centrale d'aspiration des rognures est munie d'un système de dépoussiérage efficace permettant de garantir une concentration en poussière au rejet inférieure à  $50\text{mg/Nm}^3$ .

## 11.9 Installation de charge d'accumulateurs

Le local affecté à la charge des batteries des chariots élévateurs est muni d'un point de rejet assurant une bonne dispersion des gaz émis, sans gêne du voisinage.

## TITRE IV - BRUIT

### ARTICLE 12 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

#### 12.1 Construction et exploitation

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- \* L'Arrêté Ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'Environnement par les Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;
- \* La Circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'Environnement par les Installations Classées pour la protection de l'Environnement.

#### 12.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'Etablissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du Décret n°95.79 du 23 Janvier 1995) et aux textes pris pour son application.

#### 12.3 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 12.4 Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'Environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

EMPLACEMENT	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)		
	Jour 7h00 - 20h00	Période intermédiaire	Nuit 22h00 - 6h00
Limites de propriété du côté des habitations	55	50	45
Autres limites de propriété	60	55	50

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à :

- \* 5 dB (A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés ;
- \* 3 dB (A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

### **12.5 Contrôles**

L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'Exploitant.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'Exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limites de propriété de l'Installation Classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## **TITRE V - DECHETS**

### **ARTICLE 13 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS -**

#### **13.1 Généralités**

Une procédure interne à l'Etablissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

#### **13.2 Gestion des déchets**

L'Exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son Entreprise.

A cette fin, il se doit, successivement :

- \* De limiter à sa source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- \* De trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- \* De s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- \* De s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

### 13.3 Nature des déchets produits

Référence Nomenclature		Nature du déchet	Quantité annuelle produite en t	Filières de traitement
C	A	Papiers, cartons d'emballages	1 800	E - VAL
860	811			
830	811	Déchets industriels banals en mélange contenant : * Les rebuts de films de palettisation * Les palettes en bois cassées * Les déchets de papier dans les bureaux * Les déchets urbains tels que les rebuts de repas	120	E - DC <sub>2</sub> ou E - VAL
870	811			
860	881			
970	851			
810	812	Plaques Offset usagées	10	E - VAL
163	811	Déchets de vernis, colle ou gomme	24	E - IS ou E - IE ou E - PCV
164	811	Déchets d'encres		
305	811	Emballages souillés par les résidus cités précédemment		
302	811	Lavettes recyclables souillées d'encres, d'huiles	1	E - VAL
302	811	Autres chiffons souillés	12	E - IS ou E - IE
108	812	Bains de traitement des films	5	E - IS ou E - IE
122	811	Solvant de dégraissage usagé	0,2	E - VAL
147	811	Huiles usagées	2,4	E - IS ou E - IE
123	811	Déchets aqueux souillés de solvants et halogénés	2	E - IS ou E - IE

Référence Nomenclature		Nature du déchet	Quantité annuelle produite en t	Filières de traitement
C	A			
124	811	Déchets aqueux souillés de solvants et non halogénés	2	E – IS ou E – IE
322	811	Batteries usagées	–	E – PCV
810	812	Argent récupéré de l'électrolyse	–	E – PCV
910	933	Curage de la fosse septique	2	E – STA
150	932	Résidus des débourbeurs/déshuileurs	0,1	E – IS ou E – IE
165	811	Eaux de nettoyage des cartes électroniques	6	E – PC
108	812	Eaux de rinçage des films	26	E – PC

#### 13.4 Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est-à-dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification est renouvelée au moins tous les deux ans.

#### 13.5 Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'Environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

Tout stockage prolongé de déchets à l'intérieur de l'Etablissement est interdit.



### **13.6 Elimination**

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des Installations Classées autorisées ou déclarées à cet effet. Il appartient à l'Exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Dans ce cadre il justifiera, à compter du 1er Juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1er de la Loi du 15 Juillet 1975 modifiée des déchets mis en décharge.

Nonobstant les indications de l'article 13.3, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'Exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'Etablissement de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux Installations Classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

### **13.7 Comptabilité – Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- \* Codification selon la nomenclature officielle publiée au Journal Officiel du 16 Mai 1985 ;
- \* Type et quantité de déchets produits ;
- \* Opération ayant généré chaque déchet ;
- \* Nom des Entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- \* Date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- \* Nom et adresse des centres d'élimination ;
- \* Nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

En outre, un bilan trimestriel selon le modèle joint en annexe doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois suivant chaque trimestre considéré.

### **13.8 Contrôles**

L'Inspection des Installations Classées peut procéder à tout prélèvement de déchet et faire réaliser des analyses de ces produits par un organisme tiers spécialisé aux frais de l'Exploitant.

## TITRE VI - SECURITE

### ARTICLE 14 - SECURITE -

#### 14.1 Organisation générale

##### 14.1.1

L'Exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

##### 14.1.2 Règles d'exploitation

L'Exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- \* La conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques);
- \* L'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- \* La maintenance et la sous-traitance ;
- \* L'approvisionnement en matériel et matière ;
- \* La formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

##### 14.1.3 Arrêts d'urgence

Les dispositifs d'arrêt d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité, gaz naturel, liquides inflammables) doivent être situés près des issues, voire doublés ; un dispositif étant situé à l'extérieur.

##### 14.1.4

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une année.

#### 14.1.5

La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

#### 14.1.6 Consignes générales de sécurité

Ces consignes précisent :

- \* Les règles d'utilisation et d'entretien du matériel ;
- \* Les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie ou de pollution accidentelle (procédures, d'alerte, appel du responsable de l'Etablissement, appel des Services d'Incendie et de Secours, moyens d'extinction à utiliser, ...) ;
- \* Les conditions imposées aux personnes étrangères à l'Entreprise séjournant ou appelées à intervenir dans l'Etablissement ;
- \* Les opérations qui doivent être exécutées avec une autorisation spéciale et qui font l'objet de consignes particulières (permis de feu, ...) ;
- \* Les personnes habilitées à donner des autorisations spéciales ou à intervenir ;
- \* L'accueil et le guidage des secours ;
- \* Les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie (plan d'évacuation, ...).

#### 14.1.7 Consignes particulières de sécurité

Elles visent les interventions soumises à autorisations spéciales, telle la procédure "permis de feu", et les procédures visées à l'article 14.1.1.

Les autorisations spéciales sont nominatives, de durée limitée, signées par une personne habilitée par le Chef d'Etablissement.

#### 14.1.8 Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de production, il est interdit :

- \* De fumer dans les zones non sensibles définies sous la responsabilité de l'Exploitant ;
- \* D'apporter des feux nus ;
- \* De manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'Etablissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'Exploitant.

Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage de matières dangereuses. Ces consignes sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### 14.1.9 Affichage - Diffusion

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie sont, de plus, affichées en tous lieux concernés ainsi que le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (n°18).

Les interdictions de fumer sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'un ARRETE PREFECTORAL ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la norme N.F.S. 60-303.

### 14.2 Permis de feu

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne peuvent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le Chef d'Etablissement ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'Exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôle sont effectuées après toute intervention.

### 14.3 Installations électriques

#### 14.3.1 Alimentation

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'Etablissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'Exploitant afin que le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

#### 14.3.2 Sûreté du matériel électrique

L'Etablissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (Journal Officiel - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des Etablissements réglementés au titre de la Législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'Exploitant doit définir sous sa responsabilité les zones où peuvent apparaître, en cours de fonctionnement normal ou exceptionnel des installations, des risques particuliers (vapeurs inflammables ou toxiques, risques d'explosion, ...). Un plan de ces zones doit être établi et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Doivent être exclus des zones présentant des risques d'explosion tout feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles.

Pour ces zones, une procédure de "permis de feu" est obligatoire.

Le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises (N.F.C. 15100 et 13200 notamment).

L'Exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation.

Toutes les parties métalliques susceptibles d'être à l'origine d'énergie électrostatique dans les locaux et zones où sont manipulés ou stockés des produits inflammables doivent être reliées à la terre. Ces mises à la terre doivent être réalisées selon les règles de l'art et être distinctes de celles des éventuels paratonnerres.

Les valeurs de résistance de terre doivent être périodiquement vérifiées et être conformes aux normes en vigueur.

### **14.3.3 Eclairage**

L'éclairage est réalisé à l'aide d'énergie électrique.

Les appareils sont fixes et situés de sorte à ne pouvoir être heurtés en cours d'exploitation ou protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

### **14.3.4 Contrôles**

Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## **14.4 Clôture de l'Etablissement**

L'Etablissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, ou tout système présentant des garanties équivalentes, d'une hauteur minimale de 2m, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'Exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

## **14.5 Surveillance**

La surveillance du site est assurée par le Service accueil.

La nuit, les week-ends et jours fériés, la surveillance du site est assurée par un système d'alarme avec report extérieur.

## **14.6 Accès**

Les accès à l'Etablissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'Exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'Etablissement.

## **14.7 Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

## **14.8 Mesures particulières aux différentes installations**

### **14.8.1 Installation de combustion**

Les prescriptions de l'Arrêté-type n°153bis sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent Arrêté.

#### **14.8.1.1 Générateurs**

La chaufferie est implantée dans un local spécifique sans communication vers l'intérieur dont les parois vis-à-vis des autres locaux sont coupe-feu de degré 2 h.

Les différents générateurs sont munis de tous les organes de sécurité réglementaires et exploités conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Ils sont maintenus dans un état de bon fonctionnement et sont vérifiés périodiquement (un contrôle par an minimum) par un agent compétent. Toute visite ou anomalie constatée donne lieu à la rédaction d'un rapport qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **14.8.1.2 Dispositif de coupure**

Un dispositif de coupure rapide de l'alimentation en combustible, maintenu accessible et en bon état, doit équiper chaque appareil de combustion.

Il doit être complété par une commande extérieure disposée sur chaque branche des réseaux d'alimentation.

Il en est de même pour les circuits électriques.

#### **14.8.1.3 Ventilation**

Le local chaufferie est muni d'une ventilation naturelle et/ou mécanique afin d'éviter toute accumulation de gaz.

#### **14.8.1.4 Alimentation en gaz**

L'Etablissement est alimenté en gaz naturel sous 300 mbar par Gaz de France.

Le réseau intérieur est conçu, réalisé et exploité conformément aux D.T.U. et aux normes françaises en vigueur.

Les postes de livraison sont équipés d'un organe de coupure automatique en cas de baisse ou hausse trop importante de pression.

Le réseau comprend une coupure générale à l'aval du poste de livraison, une coupure sur chaque branche en dérivation et une coupure à chaque poste d'utilisation.

Les organes de coupure, de type  $\frac{1}{4}$  de tour, doivent rester accessibles en toute circonstance depuis l'extérieur des locaux.

La fonction de l'organe de coupure est indiquée.

La pression dans les réseaux est indiquée par manomètre.

L'Exploitant règle par consigne les questions relatives à la coupure et à la remise en gaz.

Les conduites de gaz doivent être peintes en jaune.

#### 14.8.1.5 Protection

Les canalisations de gaz sont efficacement protégées contre les chocs.

#### 14.8.1.6 Maintenance

Les dispositions retenues pour assurer le bon entretien des installations feront l'objet d'une consigne et les opérations et interventions effectuées doivent être reportées sur un registre.

#### 14.8.1.7 Aménagements spécifiques

Les abords des locaux et les aménagements intérieurs sont installés de manière à permettre une intervention rapide et aisée des Services d'Incendie et de Secours.

Les moyens d'évacuation pour le personnel doivent être prévus et en particulier les issues de secours signalées et les portes s'ouvrir de l'intérieur vers l'extérieur.

#### 14.8.2 Dépôt de liquides inflammables

Les encres d'impression et les solvants associés sont stockés dans un local spécifique suffisamment ventilé pour assurer en tout point une concentration en solvant inférieure à 10% de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible et séparé des autres locaux par le biais de parois coupe-feu de degré 2 h (portes coupe-feu de degré 1 h avec ferme-portes).

La cuve de fioul domestique, associée au groupe Effacement des jours de pointe, est implantée avec celui-ci dans un local spécifique, ventilé et séparé des autres locaux par le biais de parois coupe-feu 2 h (portes 1 h avec ferme-portes).

Les prescriptions de l'Arrêté-type n°253 sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent Arrêté Préfectoral. En particulier, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- \* Elaboration, diffusion et application d'une consigne générale ;
- \* Nomination d'un responsable d'exploitation et d'entretien qui doit veiller, en particulier, au respect des règles de sécurité lors des opérations de dépotage ;



- \* Toutes les mises à la terre nécessaires (cuves, dépotage, ...) sont vérifiées en tant que de besoin;
- \* Des clapets anti-retour doivent être mis en place sur la canalisation d'empotage implantée en partie haute de la cuve ;
- \* Présence d'un évent de respiration ;
- \* Mise en place d'un limiteur de remplissage et d'une jauge à distance.

#### 14.8.3 Installation de charge de batteries

Ces installations sont implantées dans un local spécifique assurant une séparation coupe-feu de degré 2 h (portes 1 h) vis-à-vis des locaux voisins et une paroi légère vers l'extérieur.

Ce local est largement ventilé (ventilation haute et basse) de façon naturelle et mécanique asservie à l'action de chargement des batteries.

#### 14.8.4 Installation de compression

Les installations de compression d'air et de réfrigération fonctionnant au fréon R 22 sont implantées dans des locaux spécifiques séparés des autres locaux par le biais de parois coupe-feu de degré 2 h (portes coupe-feu de degré 1 h avec ferme-portes).

Elles doivent faire l'objet d'un entretien et d'une surveillance adaptée et respecter les réglementations en vigueur relatives aux appareils à pression de gaz.

Les prescriptions de l'Arrêté-type n°361 sont applicables sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent Arrêté Préfectoral.

#### 14.8.5 Atelier d'entretien

Cet atelier est séparé des autres installations par le biais de parois coupe-feu de degré 1 h et des portes coupe-feu de degré ½ h.

#### 14.8.6 Dépôt d'acétylène et d'oxygène

Ces dépôts sont stockés sur des zones spécifiques (distance minimale de 10m ou parois coupe-feu de degré 2 h), aménagées de façon à respecter respectivement les dispositions des Arrêtés-types n°6 et 328 bis.

#### 14.8.7 Transformateurs

Les unités de transformation sont implantées dans un local spécifique ventilé, séparé des autres locaux par le biais de parois coupe-feu de degré 2 h.

#### 14.8.8 Produits chimiques

Les produits chimiques utilisés par l'Entreprise sont stockés dans des locaux spécifiques séparés des autres locaux par le biais de parois coupe-feu de degré 1 h (portes coupe-feu de degré ½ h avec ferme-portes).

#### 14.8.9 Magasin de stockage

Le stockage de papiers (bobines, produits finis et semi-finis) est effectué dans des magasins spécifiques présentant des parois coupe-feu de degré 1 h vis-à-vis des autres locaux exploités.

Un balisage au sol déterminant les zones d'entreposage et les voies de circulation doit être mis en place.

Le stockage de papiers doit avoir une hauteur maximale de 6m et leur disposition doit permettre l'intervention facile des secours.

#### 14.8.10 Local déchets

Le dépôt de déchets en vrac est interdit : ceux-ci doivent être déposés dans des bennes ou récipients réservés à cet usage et évacués au fur et à mesure de leur remplissage.

#### 14.8.11 Ateliers d'impression

##### 14.8.11.1 Fonctionnement

Le fonctionnement des installations d'impression et de séchage doit être asservi à la mise en marche préalable des ventilateurs assurant l'évacuation des vapeurs de solvants et garantissant une teneur en solvants inférieure à 25% de la limite inférieure d'explosivité, sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

En cas d'arrêt des ventilateurs, un dispositif automatique doit s'opposer à la circulation du fluide transmetteur de chaleur dans les installations de séchage.

##### 14.8.11.2 Entretien

Doivent être pratiqués de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et vernis secs susceptibles de s'enflammer : ce nettoyage doit être effectué sans produire d'étincelle, l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes étant formellement interdit.

##### 14.8.11.3 Dépôts intermédiaires

A proximité de chacune des installations ne doivent être conservées que les quantités de papier, d'encre et de solvants minimales, qui ne peuvent dépasser celles nécessaires au travail d'une demi-journée.

##### 14.8.11.4 Teneurs en vapeurs inflammables

La concentration en solvants de l'air ambiant des ateliers ne doit pas pouvoir dépasser 10% de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible. Toutes dispositions doivent être prises (ventilation, aération) de façon à empêcher les vapeurs provenant de l'impression ou du séchage de se répandre dans les ateliers.

#### 14.8.12 Groupe Effacement des jours de pointe

Le groupe E.J.P est implanté dans un local spécifique comme précisé à l'article 14.8.2.

Les prescriptions de l'Arrêté-type n°153bis sont applicables, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent Arrêté.

### ARTICLE 15 – MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE –

La distance séparant l'Etablissement des immeubles habités ou occupés par des tiers, des Etablissements recevant du public ou des immeubles de grande hauteur, ainsi que des Installations Classées soumises à Autorisation présentant des risques d'explosion, est égale au moins à 10m.

#### 15.1 Dispositions constructives

##### 15.1.1 Toiture – Désenfumage

La toiture est réalisée en éléments incombustibles et ne comporte aucune matière susceptible de concentrer la chaleur par effet optique (effet lentille). Elle ne comporte aucune ouverture sur une distance de 8m, comptée à partir du bâtiment voisin.

La toiture comporte sur au moins 1% de sa surface des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle.

Les commandes manuelles des exutoires de fumées et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis les issues de secours. Elles doivent être doublées d'une commande groupée.

La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an.

Le désenfumage des bureaux peut être réalisé par le biais de fenêtres ouvrantes depuis le sol et offrant dans le tiers supérieur de volume 1/60 de la surface au sol.

Les cellules, d'une surface supérieure à 1 250m<sup>2</sup>, présentent en toiture des écrans de cantonnement de fumée rendant impossible la diffusion des gaz chauds et aménagés pour permettre le désenfumage.

Ces écrans, d'une hauteur minimale de 0,5m, constitués d'un matériau incombustible (M 0) et stable au feu de degré ¼ h doivent délimiter des surfaces inférieures à 1 250m<sup>2</sup>.

### 15.1.2 Compartimentage de l'unité de production

Le site de production est divisé en plusieurs cellules de moins de 4 000m<sup>2</sup> séparées entre elles par des parois coupe-feu dont le degré est 1 h lorsqu'il n'est pas précisé à l'article 14.8:

- \* Stockage des bobines de papier blanc ;
- \* Atelier d'impression ;
- \* Local des encres ;
- \* Local des produits chimiques ;
- \* Stockage des produits finis, semi-finis et des articles de conditionnement ;
- \* Atelier de façonnage ;
- \* Locaux techniques.

Les portes coupe-feu sont munies de dispositifs de fermeture automatique (détecteur autonome déclencheur ou ferme-portes) permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.

Les portes coulissantes doivent être fermées pendant l'absence du personnel et ne peuvent être considérées comme issues de secours telles que définies à l'article 15.1.4.

### 15.1.3 Laboratoire et locaux administratifs

Ce local comporte un étage.

La stabilité au feu du bâtiment est d'au moins ½ h et le plancher coupe-feu de degré 2 h.

Son isolement vis-à-vis des ateliers de fabrication et des locaux techniques est assuré par une paroi coupe-feu de degré 2 h et des portes coupe-feu de degré 1 h.

Le laboratoire est implanté au rez-de-chaussée, en mitoyenneté avec la zone d'expédition. Les bureaux sont situés au 1er étage.

### 15.1.4 Sorties – Dégagements

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 40m de l'extérieur, compte tenu des aménagements intérieurs. Cette distance est ramenée à 25m dans les parties en cul-de-sac.

Chaque bâtiment ou cellule comporte, dans deux directions opposées, deux issues vers l'extérieur.

Les issues de secours sont libres d'accès en permanence. Elles sont signalées et balisées. En outre, un éclairage de sécurité est installé conformément à l'Arrêté du 10 Novembre 1976.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvriront par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit de circulation sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toute circonstance et leurs accès convenablement balisés.

L'évacuation des locaux annexes doit se faire sans repasser par l'unité d'extrusion.

## **15.2 Organisation de l'exploitation**

### **15.2.1 Stationnement**

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 15.4 et devant les issues définies à l'article 15.1.4.

Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant ces issues.

### **15.2.2 Entretien**

#### **15.2.2.1 Entretien général**

Les locaux et matériels doivent être régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc, sont regroupés hors des allées de circulation.

#### **15.2.2.2 Matériels et engins de manutention**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

## **15.3 Moyens de secours**

### **15.3.1 Extincteurs**

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme N.F.S. 60100 sont installés à raison d'un appareil pour 200m<sup>2</sup> ou fraction de 200m<sup>2</sup>.

Les extincteurs doivent être homologués NF MIH.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance.

Ils sont vérifiés régulièrement (une fois par an) et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

### 15.3.2 Robinets d'incendie armés

Des robinets d'incendie armés de 40mm, conformes aux normes N.F.S. 61201 et 62201, sont répartis dans l'atelier en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues de secours. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée. Ils sont protégés du gel.

### 15.3.3 Besoins en eau

Pour l'alimentation des robinets d'incendie armés, la Société dispose d'un réseau d'eau industriel interne.

Pour l'intervention des secours extérieurs, l'Exploitant dispose de deux poteaux d'incendie de 100mm de diamètre et d'une réserve de 300m<sup>3</sup>.

Ces poteaux d'incendie sont d'un modèle incongelable et comportent des raccords normalisés.

Le réseau d'alimentation doit fournir le débit nécessaire pour alimenter chaque hydrant à concurrence de 60m<sup>3</sup>/h (total : 120m<sup>3</sup>/h).

La réserve d'eau, à la disposition des Services d'incendie, doit être équipée d'un poteau d'incendie d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, accessible et utilisable en toute circonstance.

L'emplacement doit être défini en relation avec le corps des Sapeurs-pompiers de la Communauté Urbaine de Lille.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens de secours des sapeurs-pompiers.

Tout point du site (bâtiments, zone de stockages extérieurs) doit être à moins de 200m d'un hydrant.

### 15.3.4 Vérification

L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 15.3.5 Formation du personnel

L'ensemble du personnel doit être formé à la manoeuvre des moyens de secours.

En outre, l'Exploitant doit mettre en place une équipe d'intervention dont le rôle est de faciliter l'évacuation des personnes vers les issues de secours appropriées, de combattre l'incendie jusqu'à l'arrivée des pompiers dans la limite de leurs moyens et de l'intensité du feu et d'informer les pompiers dès leur arrivée sur le sinistre et sa localisation.

Indépendamment de la formation à l'utilisation des moyens de secours, un exercice de défense contre l'incendie et d'évacuation est organisé au moins une fois par an. Cet exercice doit être accessible au personnel d'Entreprises extérieures éventuellement présentes sur le site.

Ces actions sont consignées sur le registre de sécurité.

Enfin, des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en oeuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles), et aux risques techniques de la manutention doivent être réalisés au moins annuellement.

#### **15.4 Zone d'accès des secours extérieurs**

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4m de largeur et de 3,5m de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du site. Cette voie, extérieure à l'unité de production, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à n'importe quel secteur du site et à toutes les issues de secours par un chemin ou allée stabilisé de 1,8m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60m.

#### **15.5 Ventilation**

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre cellules.

#### **15.6 Protection contre la foudre** (Arrêté Ministériel du 28 Janvier 1993)

##### **15.6.1**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'Environnement, doivent être protégées contre la foudre.

##### **15.6.2**

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17.100 de Février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toute structure en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de points de captation n'est pas obligatoire.

### 15.6.3

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 15.6.1 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adaptée, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être aménagé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

### 15.6.4

Les pièces justificatives du respect des articles 15.6.1, 15.6.2 et 15.6.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

## 15.7 Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'Arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- \* Des moyens de secours ;
- \* Des stockages présentant des risques ;
- \* Des locaux à risques ;
- \* Des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.



COULEUR DE SECURITE	SIGNIFICATION OU BUT	EXEMPLES D'APPLICATION
<b>ROUGE</b>	Stop Interdiction	Signaux d'arrêt Dispositifs de coupure d'urgence Signaux d'interdiction
	Cette couleur est utilisée également pour désigner le matériel de lutte contre l'incendie	
<b>JAUNE</b>	<b>ATTENTION !</b> Risque de danger	Signalisation de risques (incendie, explosion, rayonnement, action chimique, etc) Signalisation de seuils, passages dangereux, obstacles
<b>VERT</b>	Situation de secours Premier secours	Signalisation de passages et de sorties de secours Douches de secours Postes de premier secours et de sauvetage
<b>BLEU (1)</b>	Signaux d'obligation Indications	Obligation de porter un équipement individuel de sécurité Emplacement du téléphone

1) N'est considéré comme couleur de sécurité que lorsqu'il est utilisé en liaison avec un symbole ou un texte, sur un signal d'obligation ou d'indication donnant une consigne de prévention technique

## ARTICLE 16 – ORGANISATION DES SECOURS –

### 16.1 Plan de secours

L'Exploitant est tenu d'établir, sous trois mois, un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes de première intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'Environnement.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

### 16.2 Accidents – Incidents

En cas d'accident ou d'incident, l'Exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il jugera utile afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du Plan d'Intervention Interne et il est responsable de l'information des Services administratifs et des Services de secours concernés.

#### ARTICLE 17 - INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION -

Les installations soumises à Déclaration sont exploitées conformément aux Arrêtés-types respectifs, sauf en ce qu'elles pourraient avoir de contraire au présent Arrêté.

Les Installations Classées "NC" dans le tableau de l'article 1 sont aménagées et exploitées de manière à ne pas aggraver les risques inhérents aux autres Installations, ni à accroître le risque de pollution ou de nuisance.

#### ARTICLE 18 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE -

OBJET	REFERENCE ARTICLE	DELAJ
Plan de secours	16.1	3 mois

#### ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES -

##### 19.1 Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- \* Du Préfet ;
- \* Des Services d'Incendie et de Secours ;
- \* Du SIRACED - PC ;
- \* De l'Inspection des Installations Classées

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitation, le nouvel Exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet du Nord dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **19.2 Délai de prescription**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

### **19.3 Cessation d'activités**

En cas de cessation d'activité, l'Exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi n°76.663 du 19 Juillet 1976.

Cette cessation d'activité devra être notifiée au Préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif des installations. A cette notification sera joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976 et pourra comporter notamment :

- \* L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site;
- \* La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ;
- \* L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- \* En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

### **19.4 Hygiène et sécurité**

L'Exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

### **19.5 Délai et voie de recours** (Article 14 de la Loi n°76.663 du 19.07.1976)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'Exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 20.** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. D'HAUSSY Imprimeurs et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires de LINSELLES, BOUSBECQUE et RONCQ
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement
- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LINSELLES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le

21 OCT. 1976

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué,



E. PHILIPPON

LE PREFET,  
P/LE PREFET,  
Le SECRETAIRE GENERAL,



Bruno RAIFAUD